

LES CONTRACTUELS ARRIVENT À BOUMERDÈS PLUS DÉTERMINÉS :

«Une grève de la faim si on nous interdit l'entrée à Alger»

Les enseignants contractuels, qui ont entamé une marche à partir de Béjaïa pour réclamer leur intégration comme fonctionnaires de l'Education nationale sans passer par le concours institué par le département de l'Education nationale, sont arrivés dans la wilaya de Boumerdès. Ils marquent une halte dans la ville d'Aït Amrane à l'est de la wilaya de Boumerdès.

Hier, les marcheurs qui ont démarré de Kadiria dans la wilaya de Bouira ont été accueillis par les responsables des syndicats du secteur de l'Education nationale à l'entrée de la wilaya de Boumerdès au niveau du restaurant «Hamid» à la sortie ouest des Gorges de Ammal (ex-Gorges de Palestro). En dépit de quelques bobos aux pieds, les marcheurs étaient pleins d'énergie et aucune fatigue ne pouvait être décelée chez eux. «C'est vrai, les citoyens nous ont soutenus et encouragés depuis notre départ du centre-ville de Béjaïa. Nous ne sommes pas fatigués. Nous sommes en forme comme si c'est aujourd'hui que nous avons entamé notre marche. Il y a, certes, parmi nous quelques-uns qui ont de légères blessures mais sans gravité ou des douleurs musculaires et environ une cinquantaine de cas

d'évanouissement.» Benamara, le président du bureau de Boumerdès, nous demande aimablement d'éviter de mentionner les noms des marcheurs pour ne pas les exposer, plus tard, aux représailles.

Êtes-vous décidés à faire aboutir votre revendication ? Une jeune fille pleine d'énergie intervient «Incha Allah ! Pour nous, c'est l'intégration ! Nous n'avons pas une autre solution».

Après une marche de plusieurs dizaines de kilomètres depuis Kadiria, le corps humain perd de son énergie et le mental en subit les conséquences. C'est normal. Paradoxalement pas chez la majorité de ces marcheurs, notamment chez les jeunes femmes. De plus, nous avons remarqué que leur moral est intact et leur détermination plus forte. Cette détermination est telle

qu'ils ont farouchement refusé, à la demande des responsables du Cnapest, de terminer l'étape entre Ammal et Aït Amrane d'une distance d'environ 6 kilomètres à bord de bus.

Et si les autorités leur refusent l'accès vers la capitale ? C'est tout un groupe qui répond. «Nous nous arrêterons sur place pour observer une grève de la faim jusqu'à la satisfaction de notre revendication ou en mourir.»

Il y a lieu de noter qu'ils comptent passer aujourd'hui par la ville de Boumerdès pour appeler d'autres contractuels de la wilaya avant de reprendre leur épopée vers Alger en passant par les grandes villes de Boudouaou, Réghaïa, Rouiba,...

Nous attendons une décision du Président

La discussion tourne ensuite sur l'offre de Benghebrît concernant le calcul de l'ancienneté pour les transformer en points qui seraient attribués aux contractuels qui consentiraient à passer le concours. La réponse du groupe est sans équivoque. «Nous refusons cette solution car nous ne savons pas comment cette expérience va être calculée ni



Les contractuels à leur arrivée à Bouira.

Photos : DR

comment elle sera attribuée. La solution est opaque. Exemple, un contractuel qui a 15 ans d'expérience, aurait, d'après ce que nous avons compris, 15 points. Sera-t-il soumis aux épreuves du concours ? Nous refusons par principe le concours même avec la prise en compte de l'expérience. Nous demandons l'intégration. Nous sommes avec le Président pas avec son Premier ministre ni avec sa ministre. Nous attendons la décision

du Président pour l'intégration des contractuels. Nous ne reculerons pas. Nous sommes prêts à consentir tous les sacrifices nécessaires pour faire aboutir notre revendication. S'il faut marcher encore plus, nous marcherons, s'il faut faire la grève de la faim, nous jeûnerons jusqu'au bout. Nous n'avons rien à négocier.» Une chose est certaine, ils sont pleins d'énergie et déterminés à faire ce qu'ils ont décidé.

Abachi L.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Vers la suppression de la fiche de vœux

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique prévoit la suppression de la fiche de vœux pour les bacheliers. D'ici quatre à cinq ans, le nouveau bachelier pourra accéder directement à la spécialité de son choix. En attendant, la liste de la fiche de vœux sera réduite à six au lieu de dix à partir de la rentrée prochaine.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Le système d'orientation actuel des nouveaux bacheliers semble avoir prouvé son inefficacité. Ils ne sont que 50% à pouvoir obtenir leurs premiers choix. En moyenne, 120 000 demandes de transfert sont enregistrées annuellement.

Selon Tahar Hadjar, la méthode d'orientation actuelle facilite la tâche à l'administration, mais elle ne satisfait pas le candidat. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique qui reconnaît l'inefficacité de ce système compte changer radicalement le système d'orientation. L'opération va se



Tahar Hadjar reconnaît l'inefficacité du système actuel.

faire par étapes, a précisé hier le ministre de l'Enseignement supérieur qui s'est réuni avec les différentes organisations étudiantes.

Ainsi et à partir de la rentrée prochaine, la liste des vœux sera réduite à six choix au lieu

de dix actuellement. «Nous allons commencer par réduire petit à petit la liste de vœux pour arriver à un seul choix et permettre au candidat de s'inscrire dans la spécialité de son choix», a indiqué Tahar Hadjar.

Le but dit-il, c'est d'arriver à faire des inscriptions directes d'ici quatre à cinq ans. «Nous appliquons ce système depuis 20 ans, aujourd'hui, nous avons des données qui nous permettent de savoir à l'avance quelle est la moyenne qu'il faut pour chaque filière. Ainsi, nous pouvons permettre au candidat de connaître bien avant son entrée au lycée la moyenne qu'il faut obtenir pour chaque filière. De ce fait, il n'y aura plus de préinscription, ni de confirmation, ni de recours, ni de transfert à part les transferts géographiques», a souligné le ministre.

Pour aider les nouveaux bacheliers à choisir une spécialité, le ministère de l'Enseignement supérieur a décidé aussi de faire participer les étudiants dans de prochaines inscriptions universitaires. Ils donneront des conseils et des explications aux nouveaux bacheliers lors de leurs inscriptions.

Concernant la vie étudiante, le ministre de l'Enseignement supérieur a instruit les chefs des cités universitaires à créer des activités sportives à partir de la rentrée de septembre prochain.

S. A.

QUEL DEVENIR POUR L'INSTITUT DU REIN ET DES GREFFES D'ORGANES DE BLIDA ?

La Fédération nationale des insuffisants rénaux tire la sonnette d'alarme !

Décidément, le devenir de l'Institut national du rein et des greffes d'organes de Blida n'en finit pas d'attiser l'inquiétude des insuffisants rénaux au vu de la polémique dont il fait l'objet ces derniers temps, sans pour autant qu'un quelconque dénouement ne se profile à l'horizon.

Initié par le président de la République en 2001 lors de sa visite à l'unité d'hémodialyse du CHU et inauguré en 2012 par le Premier ministre en présence du ministre de la Santé, ce projet qui a coûté la bagatelle de pas moins de 400 milliards de centimes a fait auparavant

l'objet d'une convoitise par des neuroscientifiques avant de susciter l'intérêt de chirurgiens en cardiologie, c'est du moins ce que déplore la Fédération nationale des insuffisants rénaux (Fnir).

Son décret n'étant pas encore élaboré, cela a donné libre cours à

diverses interprétations, nous fait-on savoir. Selon le porte-parole de la Fnir, les équipements acquis à coups de milliards croupissent dans leurs caisses, les délais de garantie et le service après-vente arrivent à expiration et certaines salles commencent à se détériorer en raison des infiltrations des eaux constatées au niveau des plafonds, de quoi susciter l'indignation...

Le même intervenant a tenu à nous préciser que lors d'une journée de sensibilisation sur le don d'or-

ganes organisée le 17 octobre 2015 à Blida, le directeur de wilaya de la santé s'est personnellement engagé quant à sa mise en activité dès le premier trimestre 2016, mais ce ne fut malheureusement pas le cas, les promesses étant restées vaines à ce jour, a-t-il ajouté.

Cette situation pour le moins préoccupante, ne fait qu'exacerber les appréhensions des malades dont le nombre s'accroît de jour en jour, car faute de greffe, ces derniers sont inéluctablement contraints à une souf-

france débouchant très souvent vers des décès particulièrement dans les rangs des enfants.

Cela dit, la réaction de la Fédération nationale des insuffisants rénaux à l'égard de cet imbroglio qui perdure, se veut, selon son porte-parole, un appel pressant aux autorités centrales pour accorder au dossier l'intérêt requis et, du coup, trouver une issue pérenne devant mettre fin au calvaire des nombreux patients.

Mourad B.